



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement**

**Arrêté n° 2024 – 108 MD
portant mise en demeure
à l'encontre de la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE
pour l'exploitation de la Forme 10
située à Marseille (13016)**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie) ;

Vu l'arrêté préfectoral N°2023-171-ENREG en date du 17 août 2023 enregistrant les installations chantier de réparation navale exploitées par la société Chantier Naval de Marseille (CNM), et situées au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13016) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 22 avril 2024 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté de mise en demeure et du rapport de l'inspection de l'environnement correspondant, le 2 mai 2024, au titre de la procédure contradictoire ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mars 2024 et de l'examen des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : *« Pour ce qui concerne les rejets aqueux issus de la forme de radoub 10, l'analyse des paramètres débit, température et pH n'est pas réalisée en continu »* ;

Considérant que ces constats caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 17 août 2023 ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mars 2024 et de l'examen des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : *« L'inspection a constaté que la société CNM réalisait des opérations de décapage/ponçage directement sur les terre-pleins sans aucune protection du sol. Aucune aire de carénage telle que prescrite par l'arrêté d'enregistrement n'a été mise en place.*

Les opérations réalisées à moins d'un mètre du plan d'eau génèrent d'importants dépôts de peinture au sol, et des écoulements qui sont dirigés vers le milieu naturel sans aucun traitement. Compte tenu de la nature et de la quantité des résidus (peinture, vernis), cette situation peut être à l'origine d'une pollution notable des sols, des réseaux, et du milieu naturel.

En outre, aucun dispositif de captage ou de traitement des poussières et des COV n'était présent.» ;

Considérant que ces constats caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 17 août 2023 ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mars 2024 et de l'examen des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : « *La société CNM dispose de conteneurs pour le stockage des peintures. Toutefois, un des conteneurs ne dispose d'aucune rétention et d'aucun dispositif de détection. L'inspection a constaté que plusieurs détecteurs incendie sont défectueux. En outre, aucun report d'alarme ou autre dispositif n'est présent. Seul un signal sonore à l'intérieur du conteneur est présent en cas de déclenchement, ce qui ne permet pas une information fiable en l'absence d'une présence permanente au niveau des conteneurs.*

La société CNM ne dispose d'aucun registre permettant de connaître la quantité de peinture stockée. » ;

Considérant que ces constats caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 2.8.5 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 17 août 2023 ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mars 2024 et de l'examen des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : « *Les résultats des analyses de l'autosurveillance des rejets aqueux réalisée en 2023 ont révélés des dépassements récurrents et parfois très importants (plus de 50 fois supérieurs) pour les paramètres cuivre et zinc.* » ;

Considérant que ces constats caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 et de l'article 5.10 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mars 2024 et de l'examen des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : « *L'inspection a constaté la présence de plusieurs dizaines de m³ de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (peintures, huiles, gazole) stockés sans rétention dans la forme et sur les terre-pleins. Les quelques rétentions présentes étaient remplies par les eaux pluviales.*

Les opérations de préparation/mélange des peintures ne sont pas réalisées sur des aires permettant de recueillir les écoulements et les eaux de lavage. Certaines opérations sont réalisées au droit des avaloirs du réseau d'eaux pluviales, directement connectés au milieu naturel. » ;

Considérant que ces constats caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 4.11 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 ;

Considérant que lors de la visite en date du 11 mars 2024 et de l'examen des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : « *L'inspection a constaté la présence de nombreux déchets à proximité des avaloirs du réseau d'eaux pluviales. De nombreux big-bags de déchets dangereux sont remplis au-delà de leur capacité, avec d'important risques de déversement et de dispersion des déchets.* » ;

Considérant que ces constats caractérisent un manquement aux dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Chantier Naval de Marseille de respecter d'une part, les dispositions des articles 2.1, 2.2, 2.8.5 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 6 novembre 2023, et d'autre part de respecter les dispositions des articles 3.4, 4.11 et 5.10 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1

La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane – Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :

❖ **dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 et de l'article 5.10 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé pour les rejets aqueux issus de la forme.

❖ **dans un délai d' un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- de respecter les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 en réalisant une mesure en continu des paramètres, débit, température et pH pour ce qui concerne les rejets issus de la forme de radoub 10.
- de respecter les dispositions de l'article 2.8.5 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 en réalisant le stockage des peintures dans des conteneurs dédiés et disposant de rétentions correctement dimensionnées, et en disposant d'un registre permettant de connaître la quantité de peinture stockée.
- de respecter les dispositions de l'article 4.11 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé en procédant au stockage de la totalité des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sur des rétentions correctement dimensionnées.

❖ **dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- de respecter les dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé en maintenant le site propre, notamment aux abords du milieu naturel et des réseaux s'y rejetant directement, et en s'assurant que les dispositifs de stockage de déchets ne présentent pas de risque de débordement ou d'envols

❖ **dans un délai de 7 jours à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- de respecter les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 en réalisant les opérations de carénages, décapage et peinture uniquement dans le strict respect des prescriptions définies dans l'arrêté d'enregistrement.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- 1° -par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- 2°-par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication du présent arrêté ;

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la société Chantier Naval de Marseille et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Article 5 :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de Marseille,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

et toutes autorités de police et de gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 4 JUIN 2024

Le Préfet



Christophe MIRMANT



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,
de la Légalité et de
l'Environnement**

**Arrêté n° 2025 - 12 SANC AMENDE
portant constitution d'une amende
applicables la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE
concernant l'exploitation de la Forme 10
des bassins Est du GPMM sur la commune de Marseille (13016)**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L.173-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2023-171 ENREG délivré le 17 août 2023 à la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE portant autorisation au titre de l'enregistrement pour la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (CNM) de régularisation de ses activités de réparation navale exploitées au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13016) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024-108 MD du 4 juin 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE pour l'exploitation de la Forme 10 située à Marseille (13016) ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 6 novembre 2024 ;

VU la transmission contradictoire du 27 novembre 2024 ;

CONSIDERANT que la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE a été mise en demeure par l'arrêté préfectoral susvisé en date du 4 juin 2024, de respecter :

- sous un délai de 2 mois à compter de sa notification :
 - les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 et de l'article 5.10 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé pour les rejets aqueux issus de la forme ;
- sous un délai d'un mois à compter de sa notification :
 - les dispositions des articles 2.1 et 2.8.5 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 et de l'article 4.11 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé ;
- sous un délai de quinze jours à compter de sa notification :
 - les dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé ;
- sous un délai de sept jours à compter de sa notification :

- les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 17 août 2023 susvisé ;

CONSIDERANT que lors de la visite effectuée le 3 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE ne respecte pas certaines des dispositions l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé pour ce qui concerne les constats énumérés ci-dessous :

- constat n°1 : des palettes et pots de peinture n'étaient pas stockés dans des conteneurs maritimes munis de rétention ou de système de détection incendie adapté ;
- constat n°2 : outre le stockage de peinture indiqué ci-avant, des produits sont stockés à l'air libre sans rétention ;

CONSIDERANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts mentionnés au L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le fait de ne pas réaliser les contrôles réglementaires exigibles induit une distorsion de concurrence avec les exploitants respectant les règles ;

CONSIDERANT que ces non-respects constituent des manquements caractérisés à la mise en demeure susvisée ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de prononcer envers la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE le paiement d'une amende administrative conformément aux dispositions du 4° de l'article L.171-8 :

CONSIDERANT que compte tenu des montants non engagés afin de permettre un retour à la conformité, à savoir :

- Achat de l'ordre de 5000€HT pour les rétentions (hors frais de transport) – achat groupé nécessaire aux formes 8, 9 et 10
- Achat de l'ordre de 10000€HT pour la fourniture des caméras thermiques (hors frais de pose, raccordement et mise en service) – achat groupé nécessaire aux formes 8, 9 et 10,

le montant total de l'amende administrative peut être fixé à 5000 euros ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

A R R E T E

Article 1. MONTANT ET titre de perception

Une amende administrative d'un montant de 5 000 (cinq mille) euros est infligée à la société CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille, Terre plein de Mourepiane- Porte 4 – CS40034 – 13344 Marseille Cedex 15 pour le non-respect des termes de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral n° 2024-108MD, en date du 4 juin 2024.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 5 000 euros est rendu immédiatement exécutoire auprès de Monsieur le directeur départemental des finances publiques des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 2. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3. INFORMATION DES TIERS (art. R.171-1 du code de l'environnement)

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)

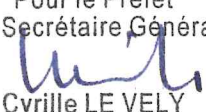
La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le maire de Marseille,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés en chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 20 JAN. 2025

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Cyrille LE VELY